

Portugal : sortie de l'euro et fascisme (2012)

Nous ne devons pas fermer les yeux devant le danger d'une radicalisation politique qui s'opérerait à droite dans un contexte de discrédit du parlement et des partis parlementaires.

Le Portugal peut quitter l'euro pour deux raisons.

Soit parce que les pressions populaires seraient tellement fortes que le gouvernement, quel qu'il fût, ne réussirait pas à répondre aux exigences de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) et que les dirigeants de l'Europe préféreraient expulser de la zone euro le Portugal, dont l'économie en 2011 ne représentait que 1,35% du Produit intérieur brut européen.

Soit parce que les pressions populaires amèneraient au pouvoir un gouvernement qui aurait pour mandat explicite de quitter l'euro.

1.

Mais ce n'est pas parce qu'il renoncerait à l'euro que le Portugal quitterait cette planète, même s'il est probable que le monde serait indifférent au sort de ce pays.

Le capitalisme a désormais dépassé sa phase d'internationalisation et est entré dans la phase de la transnationalisation¹. Aujourd'hui, aucune économie n'est prisonnière de ses frontières nationales, ou d'une monnaie spécifique ; quant aux crédits et aux financements extérieurs ils sont indispensables dans tous les pays. La sortie de l'euro, par la défaillance financière qu'elle impliquerait, rendrait ses crédits et ses financements externes encore plus onéreux qu'ils ne le sont déjà. Il semble que ces questions aient peu d'importance pour ceux qui prônent l'abandon de l'euro. Les solutions alternatives économiques qu'ils évoquent rappellent soit les années 1930, lorsque la grande récession et l'effondrement de la circulation mondiale des capitaux et du commerce extérieur contraignirent les Etats à se confiner à l'intérieur de leur frontières ; soit les économies qui vivent comme des forteresses assiégées et sont victimes de sanctions économiques comme Cuba.

Dans les deux cas, ces solutions ont historiquement été liées à des facteurs de crise. Les Etats se sont battus pendant une décennie pour surmonter la crise qui commença en 1929 et la Seconde Guerre mondiale fut nécessaire pour mener à bien ce processus; et aujourd'hui Cuba lutte désespérément pour se libérer des sanctions qui affaiblissent son économie. Mais rien de tout cela ne décourage la gauche et l'extrême gauche, qui, à l'époque de la transnationalisation économique, nous présentent le nationalisme comme une solution économique.

Ainsi nous vivons dans une situation où le nationalisme est dépourvu de raison d'être sur le plan économique, mais s'affirme uniquement sur les plans idéologique et politique. Nous sommes devant un cas extrême de fausse conscience : obéissant à la dynamique inéluctable de ce processus, **moins l'idéologie correspond aux faits économiques, plus elle cherche à s'imposer par des moyens exclusivement idéologiques – y compris, si cela lui est possible de le faire, par la répression politique.**

2.

Il serait bon que les forces politiques ou les personnalités qui défendent la sortie de l'euro nous expliquent clairement quels seraient les coûts de cette option. Au lieu de cela, ils en mentionnent seulement les avantages et prétendent que l'adoption d'une monnaie indépendante permettrait de la dévaluer et rendrait ainsi compétitives les exportations de ces pays. Dans tous les cas, l'adoption de l'ancien *escudo* dans des conditions de défaut de paiement impliquerait automatiquement une dévaluation considérable. Mais les exportations en profiteraient-elles ?

¹ Cf. deux textes de João Bernardo sur ce sujet : «Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat» (*Ni patrie ni frontières* n° 4/5, 2004) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article313> et «Classe ouvrière ou travailleurs fragmentés» (*Ni patrie ni frontières* n° 25/26, 2008) <http://mondialisme.org/spip.php?article1128> (NdT).

Si l'on observe l'intensité technologique des produits industriels portugais exportés entre 2006 et 2010, on constate que entre 35,7% (en 2006 et 2008) et 39,1% (en 2009) se caractérisaient par une faible intensité technologique, alors que seulement entre 11,5% (en 2006) et 7,8% (en 2009) jouissaient d'une forte intensité technologique. Cette situation découle de la baisse catastrophique de la productivité de l'économie portugaise.

Le taux de croissance de la productivité fut de 5,8% en 1995 et de 3,6% en 1996, mais, dix ans plus tard, il est descendu à 0,2% en 2005 et 2006. Pour aggraver cette situation, le taux de croissance des salaires nominaux, qui était de 6,7% en 1995 et de 9,0% en 1996 a chuté à 3,3% en 2005 et à 2,6% en 2006. Le calcul est simple. Alors qu'en 1995, le taux de croissance de la productivité équivalait à 87% du taux de croissance des salaires, et à 40% en 1996, il est tombé à 6% en 2005 et 8% en 2006. Or, la productivité d'une économie dépend des patrons et, accessoirement, des infrastructures éducatives et scientifiques. Et ce sont les patrons, et pas seulement le secteur bancaire, qui sont responsables de la situation catastrophique de l'économie portugaise.

Incapables d'augmenter la productivité – en termes marxistes, incapables de développer l'exploitation de la plus-value relative – les patrons portugais sont obsédés par l'autre terme de l'équation : les salaires. **Si la productivité n'augmente pas, les salaires doivent, selon eux, baisser. Telle est la fonction principale des mesures imposées par la Troïka.**

3.

C'est aussi la fonction de la sortie de l'euro que défendent de nombreux groupes et individus de gauche et d'extrême gauche. D'un seul coup, **les dépôts bancaires et les comptes d'épargne en général seraient dévalorisés, sans que cette mesure n'atteigne les grands capitalistes**, qui ont accès aux réseaux économiques et détiennent les connaissances qui leur permettraient, longtemps à l'avance, de mettre leurs capitaux en sécurité.

Les victimes seraient d'un côté, les petits et moyens capitalistes, les propriétaires de magasins et de bureaux qui, s'ils ne faisaient pas faillite, devraient cesser d'investir et ainsi réduire encore davantage la productivité ; et de l'autre, l'ensemble de la classe ouvrière, y compris les couches aux revenus intermédiaires qui aiment être considérées comme la «*classe moyenne*». Néanmoins, comme c'est dans ces couches que sont concentrés la plupart des travailleurs les plus qualifiés, la crise économique dans ce secteur contribuerait encore davantage à compromettre la productivité.

Si le retour à l'*escudo* augmentait le volume des exportations portugaises, dans une situation de déclin croissant de la productivité, la concentration s'accroîtrait dans les branches à faible intensité technologique pour ces exportations. Cependant, pour mettre sur le marché mondial des produits à faible technologie fabriqués par une main-d'œuvre sous-payée, le Portugal souffrirait de la concurrence d'autres pays qui fabriquent ce genre de produits, à la fois mieux et en plus grand volume, grâce à une main-d'œuvre encore plus misérable. Dans ces conditions, une pression encore plus forte s'exercerait pour réduire davantage les salaires des travailleurs portugais.

Il resterait le tourisme, solution toujours invoquée par ceux qui sont incapables d'imaginer d'autres propositions. Mais la stagnation de la productivité n'affecterait-elle pas les services touristiques ? Selon les prévisions du World Travel & Tourism Council, durant la prochaine décennie, le Portugal sera l'un des pays où la contribution directe du tourisme au PIB augmentera le moins. De plus, dans un pays en crise et dont les infrastructures sont en ruine, dans quel genre de tourisme nous spécialiserons-nous ? Peut-être dans les safaris humains, bien que, pour les amateurs de ce genre d'«activités», il existe déjà une forte concurrence en Somalie et même au Mali.

4.

Il nous faut aussi penser à l'autre côté de la question, qu'on oublie d'analyser les partisans de la sortie de la zone euro.

Si une monnaie dévaluée fait baisser les prix des produits exportés, elle augmente ceux des marchandises importées. Or, le Portugal a déjà une balance commerciale négative, puisque ce pays doit importer une grande partie de ce qui est consommé par les «ménages» et les entreprises. Si les marchandises importées pour satisfaire la consommation individuelle devenaient plus coûteuses, cela réduirait donc immédiatement le pouvoir d'achat des salaires, c'est-à-dire baisserait les salaires réels. Et si les biens importés nécessaires aux entreprises devenaient plus coûteux, ces sociétés investiraient

encore moins dans la modernisation technologique, et donc la productivité serait encore plus compromise.

Si la situation économique portugaise actuelle est critique, la sortie de l'euro ne ferait que l'aggraver.

5.

L'appauvrissement total de la population implique une situation sociale grave, mais la dynamique interne de ce processus est encore plus grave. En effet, si ceux qui étaient déjà pauvres le deviennent encore davantage, ceux qui avaient réussi à sortir de la pauvreté et avaient finalement accès aux biens et aux services de meilleure qualité se trouvent tout à coup confrontés à l'effondrement de tous leurs espoirs. Cependant, les conséquences politiques de cette dynamique ne sont pas les mêmes pour les uns et les autres.

Il est possible que la détérioration de la situation des travailleurs qui étaient déjà pauvres contribue à un renforcement de leur conscience de classe et suscite ainsi une radicalisation politique à gauche. Un tel processus n'est nullement automatique, mais nous disposons de beaucoup d'exemples historiques qui nous permettent de l'espérer.

D'un autre côté, cependant, lorsque les couches aux revenus intermédiaires sont frappées par la pénurie, **leur réaction habituelle est de refuser idéologiquement leur prolétarisation économique. Dans ce cas, l'idéologie fonctionne comme une fausse conscience, comme un écran sur lequel ces couches projettent leurs désirs, et en même temps un paravent qui cache la réalité.** Cette réaction n'est également pas inévitable, mais la grande majorité des exemples historiques indique **qu'une crise économique provoque une radicalisation à droite des couches disposant de revenus intermédiaires.**

6.

Un tel phénomène se produirait dans un contexte politique où la démocratie parlementaire issue de la défaite du mouvement révolutionnaire de 1974-1975 apparaîtrait comme la grande responsable de la situation actuelle.

Cependant, l'institutionnalisation d'une nouvelle démocratie représentative à la suite du coup d'Etat contre-révolutionnaire du 25 novembre 1975 n'est pas considérée par la plupart des gens – même par ceux qui auraient l'obligation de savoir ce qu'ils disent – comme le résultat de la défaite du processus révolutionnaire, mais comme un développement naturel de ce processus. Ceux qui accusent les gouvernants actuels d'avoir trahi la «révolution des œillets» et la démocratie commettent une erreur qui a des conséquences très graves.

La trahison de la «révolution d'avril», il y a déjà longtemps, fut notre défaite, la défaite des commissions des travailleurs, des comités de quartier et des unités collectives de production². La

² On trouvera de nombreuses interviews de travailleurs en lutte dans les années 1974-1978 dans le journal *Combate*. Sur l'histoire de cette publication méconnue en France, on pourra lire deux articles en portugais qui seront bientôt traduits par nos soins :

<http://jornalcombate.blogspot.fr/>

<https://estudossobrecomunismo2.wordpress.com/2008/06/28/joao-bernardo-o-jornal-combate/>

En français le meilleur livre sur la question est sans doute *Portugal, l'autre combat. Classes et conflits dans la société*, F. Avila, Carla Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve, Editions Spartacus, 1975 disponible en PDF (<http://www.mediafire.com/file/1kwtdtmq62ez1dl/Portugal+-+L%27Autre+Combat+Classes+et+conflits+dans+la+soci%C3%A9t%C3%A9+-+Vosstanie+-+Arqoperaria.pdf>).

Pour une bibliographie plus détaillée on consultera <https://arqoperaria.blogspot.fr/2014/01/pour-une-bibliographie-engagee.html> . Et on écouterait aussi sur le site Radio Vosstanie cinq émissions passionnantes : <https://vosstanie.blogspot.fr/2014/09/la-lutte-des-classes-au-portugal.html>

Rappelons qu'à l'époque l'éditeur trotskophile François Maspero préféra éditer les inepties maostaliniennes du MRPP (*Le Portugal de près. Textes et documents*, Maspero, 1976), parti dont José Manuel Barroso fut un dirigeant, que les interviews de travailleurs publiées dans le journal *Combate* qui lui furent proposées par mes soins. Où l'on voit que l'intelligentsia d'extrême gauche préfère toujours donner la parole aux petits bureaucrates gauchistes qu'aux prolétaires (*NdT*).

démocratie sous laquelle nous vivons aujourd'hui est l'héritière légitime de cette défaite des travailleurs. **Mélanger ces événements c'est éliminer de l'horizon idéologique toute perspective révolutionnaire.** Beaucoup de gens amalgament et fusionnent en un seul phénomène le 25 avril 1974, la révolution sociale de 1975, la contre-révolution finale de novembre 1975 et la démocratie parlementaire qui a suivi, et ils attribuent la cause de la crise actuelle à cet ensemble hétéroclite.

Personne n'échappe à cette culpabilisation, parce que le Parti communiste fait partie du système parlementaire et que le Bloc de gauche³ – ou ce qu'il en reste – a rapidement abandonné ses quelques velléités d'action extra-parlementaire initiales et est devenu un parti comme les autres.

Nous ne devons pas fermer les yeux devant le danger d'une radicalisation politique qui s'opérerait à droite dans un contexte de discrédit du Parlement et de tous les partis parlementaires.

7.

Pour le moment, il ne semble pas non plus qu'il existe la possibilité de développer une lutte économique qui compenserait une radicalisation à droite de la vie politique.

En raison de leurs liens avec les partis politiques, les deux grandes centrales syndicales⁴ subissent le même discrédit qui affecte ces partis et, de toute façon, l'une d'elles compte très peu. Mais la question fondamentale ici n'est pas politique et concerne l'organisation du processus de travail. Le développement de la sous-traitance et de l'externalisation⁵ a servi, entre autres, à briser les solidarités à l'œuvre dans les entreprises et, dans de nombreux cas, à isoler les travailleurs dans des lieux de travail qui ne se distinguent pas de leur domicile. Ainsi, dans le monde entier, le nombre d'adhérents aux syndicats a diminué au cours des dernières décennies et le Portugal ne fait pas exception. Les quatre-cinquièmes de la force de travail portugaise ne sont pas syndiqués, même si dans de nombreux autres pays, la situation est encore pire.

Dans cette perspective, le principal problème au Portugal est que la Confédération générale des travailleurs portugais, la CGTP, a perdu une grande partie de ses bastions. Ses manifestations peuvent sembler imposantes par leur taille et rassembler des centaines de milliers de personnes, mais ces rituels durent pendant quelques heures et ne laissent pas de traces politiques majeures.

D'autre part, dans les entreprises où elle conserve encore une certaine influence, comme dans les transports publics, les initiatives de la CGTP se limitent à lancer des actions limitées et veiller à ce qu'elles ne débordent pas du cadre légal. Il suffit d'observer le malaise de la Confédération quand trois

³ Le *Bloque de Esquerda*, fondé en 1999, résulte de la fusion entre des maoïstes, des trotskistes et des anciens du Parti communiste portugais (NdT).

⁴ Selon le site fr. worker-participation.eu : «*Il existe deux principales confédérations syndicales au Portugal : la CGTP-IN, (Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses, Confédération générale des travailleurs portugais) et l'UGT (União Geral de Trabalhadores, Confédération générale des travailleurs). La CGTP-IN est plus importante : lors de son dernier congrès, qui s'est tenu en janvier 2012, elle déclarait représenter 614 088 travailleurs. Dans une interview datant de novembre 2010, le secrétaire général de l'UGT, João Proença, a indiqué que la confédération totalisait environ 500 000 membres. Le pays compte par ailleurs un grand nombre de petits syndicats non affiliés, dont on peut évaluer le nombre de membres à 50 000.*» Mais, précise le même site, «*selon les observateurs, le nombre de personnes syndiquées est en réalité moindre : environ 500 000 affiliés pour la CGTP-IN et 200 000 pour l'UGT*», ce qui correspond à l'analyse des camarades de Passa Palavra (NdT).

⁵ Ces deux mots sont employés indifféremment, pourtant l'externalisation est potentiellement plus pérenne et plus large que la sous-traitance. «*La sous-traitance met en relation un sous-traitant qui s'engage à réaliser une tâche en sous-œuvre, pour le compte d'un entrepreneur principal qui dirige toutes les opérations. Une entreprise "donneur d'ordres" confie la réalisation d'une tâche à une entreprise "sous-traitante", selon des spécifications techniques établies dans un cahier des charges. Ces missions sont généralement ponctuelles ou temporaires. L'externalisation est basée sur le même principe que la sous-traitance, à la différence que l'externalisation revêt un caractère de pérennité ou, au moins, de longue durée. De manière générale, l'externalisation consiste à confier l'intégralité d'un processus métier à un prestataire. Ces processus peuvent concerner la comptabilité, la gestion de la paie, la gestion des ressources humaines, la gestion de la relation clients, la permanence téléphonique, le télémarketing, ou autres*», selon le site offshore-developpement.com (NdT).

cents travailleurs chargés de l'entretien et de la maintenance des avions ont voulu protester contre la réduction de leurs salaires et de leurs prestations sociales et ont tenté de bloquer l'accès aux bureaux de TAP⁶. La CGTP promeut dans les rues la contestation qui devrait être menée au sein des entreprises, et il ne peut en être autrement, parce qu'elle dispose de très peu de militants sur les lieux de travail.

Appeler les travailleurs à descendre dans la rue c'est les priver de leur arme de classe la plus puissante : les relations de solidarité qui se tissent sur les lieux de travail. La lutte dans les entreprises ne pourra se développer à l'avenir que si les syndiqués et les non syndiqués se mobilisent, et ce combat les conduira à affronter aussi les directions syndicales, ce qui rend la tâche encore plus difficile.

8.

La situation est aggravée par le fait que **la gauche et l'extrême gauche rendent toutes deux le capital financier responsable de la crise, absolvant ainsi les autres capitalistes**. Mais quand nous observons la stagnation de la productivité, l'archaïsme du tissu entrepreneurial, le fait que le pourcentage de chômeurs parmi les patrons est beaucoup plus faible que parmi les salariés, nous comprenons que les banques servent ici de bouc émissaire commode derrière lequel se cachent les autres capitalistes.

Dans le capitalisme contemporain l'argent sert essentiellement de véhicule pour les informations économiques et le crédit permet de relier la production actuelle avec la production future, ce qui n'a rien à voir avec la «*spéculation*» ou «*l'économie de casino*» que dénoncent la gauche et l'extrême gauche. Ceux qui raisonnent à partir de ces paramètres le font à leurs dépens, et cette erreur d'analyse les conduit à ne pas comprendre les mécanismes économiques.

9.

Inévitablement, dans une situation de discrédit mondial des partis politiques et du Parlement, la rage qui se concentre sur les questions financières ouvre la porte à la question de la *corruption*. **Ceux qui s'indignent de la corruption ignorent les relations d'exploitation entre les capitalistes et les travailleurs, relations qui constituent le fondement et le moteur du capitalisme. Ils ne se soucient pas non plus des relations qui se nouent directement entre les capitalistes. Ceux qui sont indignés par la corruption ne s'intéressent qu'aux «affaires» dans lesquelles les hommes politiques apparaissent comme des intermédiaires dans les processus économiques. Et même dans ce cas ils brament seulement lorsque les règles du jeu sont violées. Or, protester contre la tricherie c'est légitimer implicitement les règles du jeu.**

De même que la concentration des critiques contre le secteur bancaire sert à disculper tout le reste du capitalisme, de même la concentration des attaques contre la corruption sert à justifier les mécanismes capitalistes considérés comme normaux.

10.

Pour résumer, nous assistons à l'émergence de plusieurs phénomènes :

- **le transfert d'un nationalisme sans base économique sur les plans idéologique et politique,**
- **une chute brutale de l'épargne, effondrement qui touche les travailleurs ainsi que les petits et moyens capitalistes et provoque la dilution des barrières de classe,**
- **une paupérisation de la population et surtout des couches aux revenus intermédiaires,**
- **un discrédit de la démocratie parlementaire et des partis politiques de droite comme de gauche,**

⁶ On trouvera un récit journalistique de cette action spontanée des travailleurs de la TAP dans cet article : <http://www.jn.pt/economia/interior/animos-exaltados-em-protesto-de-trabalhadores-da-tap-contra-cortes-2268252.html?id=2268252> . Action qui fut suivie par un communiqué commun des syndicats de la TAP annonçant «*qu'il fallait trouver des solutions qui n'aient rien de commun avec des actions industrielles de lutte, raison pour laquelle nous faisons appel à TOUS nos représentants afin que, dans la sérénité et le bon sens, ils attendent les développements futurs*» (<http://www.sistema.pt/pt/noticias/comunicado-conjunto-dos-sindicatos-fev-2012/>). Difficile d'être plus clair.

- une mobilisation des syndicats les plus revendicatifs principalement à l'extérieur des lieux de travail,

- une légitimation de la majorité écrasante des capitalistes permise par la transformation des banques et des politiciens corrompus en boucs émissaires.

Quel peut-être le résultat de ce mélange de facteurs ?

Contrairement à certains mythes trop répandus, **les processus de radicalisation déclenchés par les crises économiques ne se produisent pas nécessairement à gauche**. Il suffit de rappeler que, dans les années 1930, dans de nombreux pays même si ce ne fut pas dans tous, le mouvement ouvrier recula et la vie politique connut un virage vers la droite et l'extrême droite. A contrario, dans les années 1960 et la première moitié des années 1970, alors que l'économie était en plein essor, la classe ouvrière fut en mesure de dicter les termes de la confrontation politique et inventa des formes de lutte novatrices.

Certes, l'histoire ne se répète pas, ou, ce qui revient au même, elle se reproduit de différentes façons. Nous ne sommes pas en train de regarder dans une boule de cristal pour y détecter l'apparition massive d'individus au crâne rasé, le bras tendu et brandissant des drapeaux arborant diverses croix. Mais on m'objectera : si ces individus prolifèrent aujourd'hui en Russie et certains d'entre eux ont l'oreille du président, pourquoi ne recruteraient-ils pas demain ici ? Pour le moment, ce que nous voyons apparaître (et ce ni dans les cartes du tarot ni dans le marc de café, mais dans la réalité actuelle), ce sont des personnages singuliers, issus de l'industrie du divertissement ou de la technocratie universitaire, jusqu'à ce que l'un d'eux se montre un jour capable d'unifier des forces extrêmement disparates.

L'abandon de l'euro aggraverait une crise qui, à notre avis, trouverait dans le fascisme la solution la plus probable, même si le fascisme adoptait un autre nom et surgissait sur un terrain confus se réclamant de la gauche.

Collectif Passa Palavra (Brésil), 14 octobre 2012

<http://www.passapalavra.info/2012/10/65637>

Traduit du portugais par Y.C. pour la revue *Ni patrie ni frontières*

(Un article plus récent sur le Brexit et qui propose une comparaison entre les situations très différentes du Portugal et de l'Angleterre se trouve ici en portugais <http://passapalavra.info/2016/06/108612>)